

Oui, l'interventionnisme militaire est souvent nécessaire

Toutes les opérations à l'étranger ne doivent pas être vues au prisme de la guerre de 2003 en Irak, que le Conseil de sécurité n'avait pas approuvée. Il y a des incursions légitimes

PAR JEAN-BAPTISTE JEANGÈNE VILMER

Avec le chaos en Libye, l'emprise de Daech en Irak et en Syrie et la progression des talibans en Afghanistan, il est de bon ton de s'en prendre à l'interventionnisme occidental des quinze dernières années, dont les crises actuelles ne seraient que les contrecoûts. Il est certainement nécessaire de tirer les leçons de nos échecs, mais il faut le faire sans céder à la simplification. Premièrement, cet examen de conscience ne doit pas être une excuse pour amalgamer des interventions plus ou moins légales et légitimes : l'invasion de l'Irak (2003) reste un cas à part, une guerre de choix non autorisée par le Conseil de sécurité, contrairement aux autres.

Comparer, pour la décrédibiliser, l'intervention en Libye (2011) à cette agression illégale est faire fi de la résolution 1973, qui, contrairement à un préjugé répandu, n'a pas été dévoyée. Elle n'autorisait certes pas le changement de régime comme un objectif, mais rien ne permet de dire qu'elle l'excluait comme moyen, c'est-à-dire comme l'une des « mesures nécessaires » pour protéger les civils. Les bombardements avaient pour but d'affaiblir le régime, puisque c'est lui qui menaçait les civils. Ce n'est pas parce que cet affaiblissement a précipité sa chute que l'on peut en déduire que l'objectif initial était de le renverser.

Deuxièmement, les causes des crises actuelles sont généralement multifactorielles. En Libye, on oublie volontiers que, pendant plus d'un an, juste après l'intervention, tout allait mieux. L'Etat li-

byen ne s'est pas effondré à la mort de Kadhafi puisqu'il n'existait pas avant et se résumait à son emprise sur le pays et sa population. Il y a eu un début de processus qui a permis de procéder avec un relatif succès, le 7 juillet 2012, au premier scrutin jamais organisé dans le pays. Nous avons même ouvert notre ambassade et envoyé des coopérants. Cette période est bien la preuve que le chaos actuel n'est pas directement imputable à l'intervention. Il est dû comme souvent à un manque d'anticipation de l'effet final recherché, une mauvaise gestion de l'après et un déficit d'assistance internationale que, d'ailleurs, le nouveau gouvernement refusait.

ABSENCE D'OPÉRATION DE STABILISATION

On critique aujourd'hui l'absence d'opération de stabilisation post-crise, mais, si elle avait eu lieu, on l'aurait critiquée comme une ingérence néocoloniale. En Irak et en Syrie, Daech est largement dû à l'intervention américaine, en particulier la désastreuse décision de démanteler l'armée de Saddam Hussein, mais pas seulement : c'est une coproduction impliquant Bachar Al-Assad, qui a libéré en 2012 des dizaines de djihadistes pour diviser et réduire à néant l'opposition modérée, ce qui est effectivement arrivé ; le salafisme djihadiste comme inspiration idéologique, avec le soutien financier de personnalités privées du Golfe ; ainsi que la polarisation croissante de la fracture entre sunnites et chiïtes en Irak sous la pression conjuguée du terrorisme djihadiste de Zarkaoui, de la multiplication de milices chiïtes et de la désastreuse politique antisunnite de Maliki.

Troisièmement, on n'a pas assez invoqué les faits contradictoires. Ceux qui s'indignent des conséquences des interventions ne disent pas ce que seraient ces zones aujourd'hui s'il n'y en avait pas eu. On peut critiquer à l'envi le bilan désastreux de l'intervention en Afghanistan, mais qui peut prétendre que laisser le pays aux mains des talibans et d'Al-Qaïda aurait été préférable pour la paix et la sécurité internationales ? De la même manière, que serait la Libye sans l'intervention de 2011 ? Peut-être la Syrie : Kadhafi toujours au pouvoir, dans un

pays divisé et brisé par des années de guerre civile. Il y aurait eu des centaines de milliers de morts et davantage encore de réfugiés, c'est-à-dire de naufragés dans la Méditerranée. Kadhafi aurait utilisé l'arme des migrants dans ses relations avec l'Occident. La « crise migratoire » dont l'Europe se plaint depuis quelques mois l'aurait frappée plus tôt et plus fort.

LA CRITIQUE POSTCOLONIALISTE

Il est probable que Kadhafi n'aurait pas laissé faire une transition démocratique à sa porte et aurait fomenté des troubles en Tunisie. Ne contrôlant qu'une portion congrue du territoire dans un pays en guerre, comme Assad en Syrie, il n'aurait pas empêché la diffusion de la menace djihadiste dans la bande sahélo-saharienne ni l'implantation de Daech, mais aurait causé en plus d'autres troubles régionaux. On voit donc mal en quoi l'avantage pour la stabilité nationale et régionale.

Quatrièmement, il est malhonnête de ne retenir que les exemples de l'Afghanistan, l'Irak et la Libye pour condamner l'interventionnisme en général, et de même couvrir sous silence les autres interventions militaires des dernières années sans lesquelles il y aurait un Etat djihadiste au Mali, un génocide en RCA, un califat de Boko Haram à cheval sur au moins quatre pays et une guerre régionale autour de la RDC impliquant jusqu'à huit Etats. Il faut rappeler que, si les interventions ont un coût, les non-interventions aussi.

Cinquièmement, la critique postcolonialiste, qui fait des interventions le symptôme du néocolonialisme occidental, est largement infondée. Elle caricature et essentialise l'Occident, qui n'est pas homogène en matière d'interventionnisme : il était divisé sur le Kosovo en 1999 (Américains et Britanniques vs Allemands, Italiens et Grecs) ; sur l'Irak en 2003 (Américains, Britanniques et Australiens contre Français et Allemands) ; comme sur nos récentes interventions africaines qui peinent à intéresser nos partenaires européens. Elle présume aussi sans la démontrer une politique de « recolonisation ». Or, la tendance est plutôt de ne pas se lancer dans une occupation longue : en Somalie,

en dépit des appels de l'Union africaine, en Libye en dépit d'un sol gorgé de pétrole, en Sierra Leone, en République démocratique du Congo, au Darfour, au Sri Lanka, et plus largement partout où on a, au contraire, reproché aux Occidentaux de n'être pas ou pas assez intervenus.

Enfin, cette critique surestime l'interventionnisme occidental et sous-estime l'interventionnisme russe (Géorgie 2008, Ukraine 2014, Syrie 2015), arabe (Libye 2011, Irak 2014, Yémen 2015), iranien (en coordination avec le Hezbollah, dans le conflit syrien) et africain (l'Éthiopie en Somalie en 2006, la Cédéao à de multiples reprises, qui a toujours réclamé non pas moins mais davantage d'assistance des Occidentaux, le Sénégal au Yémen en 2015, etc.) – qui est en général plus brutal et moins discriminant. Curieusement, les mêmes qui dénoncent le moindre dommage collatéral commis par les Occidentaux ne semblent pas choqués par les performances de l'Arabie saoudite au Yémen ou de la Russie en Syrie en matière de ciblage et de respect du droit international humanitaire.

Tous ces éléments sont de nature à nuancer la charge contre l'interventionnisme occidental. Bien sûr, on ne règle pas un problème social et politique avec des bombes et l'intervention militaire ne suffit jamais. Mais, malheureusement, dans un certain nombre d'autres cas, on ne le règle pas non plus en n'intervenant pas, comme en témoignent les 260 000 morts, les 8 millions de déplacés et les 4 millions de réfugiés syriens. Il est donc important de penser le dilemme de l'intervention militaire dans toute sa complexité, plutôt que céder à la facilité de l'indignation. ■

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer est titulaire de la chaire d'études sur la guerre au Collège d'études mondiales (Fondation Maison des sciences de l'homme FMSH) et maître de conférences en relations internationales à Sciences Po Paris

Dachau : on rouvre !

Des réfugiés arrivés en Europe ont été logés dans une annexe de l'ancien camp de concentration de Dachau. Une rescapée des camps nazis réagit

PAR MARCELINE LORIDAN-IVENS

Européens, je vous aime. Auschwitz bientôt capitale de l'Europe ! Déjà ses succursales revivent. Sur notre si joli continent, des camps de concentration, à nouveau ? Oui, mais c'est pour la bonne cause...

Des hommes et des femmes y sont logés. On les nourrit. On les soigne. Pas de kapo. A leur place, de doux et attentifs bénévoles.

Vers l'Occident doré, la Méditerranée sans fin se déteste d'une marée humaine tissée de détresse et de cauchemars. De misère et d'espérances.

A bras ouverts, on les accueille, ces frères venus d'ailleurs chercher pain et asile.

Et l'Occident si plein de ressources recycle les

lambeaux de sa mortifère histoire !

Alors ? Amis réfugiés, je vous souhaite la bienvenue dans « mon camp »...

Vous êtes chez moi. Sans en avoir vraiment conscience, je vous y attendais depuis longtemps. Mais vous a-t-on dit ce qui s'est passé ici dans des temps anciens ? Vous a-t-on fait visiter les fours crématoires ? Non sans doute. Et c'est mieux ainsi, il faut quand même que vous puissiez dormir en paix.

Ce si charmant petit camp de planches et de briques rouges où, pour vous, frères d'Orient, frères qui avez dû migrer de gré ou de force, le XXI^e siècle s'est contenté d'ajouter des portes aux latrines, de l'eau et même parfois de l'électricité... Chut, non. On ne parle plus du gaz.

« C'est bien, ici, avez-vous dit, beaucoup n'ont pas même cela. » Vraiment ? Alors oui, décidément, bienvenue chez moi, ô mes frères humains ! ■

Marceline Loridan-Ivens est cinéaste. Engagée dans la Résistance, elle a été déportée à Auschwitz par le convoi 71 du 13 avril 1944, puis à Bergen-Belsen et à Theresienstadt. Elle a écrit « Et tu n'es pas revenu », avec Judith Perrignon (Grasset, 112 p., 12,90€), récompensé du prix Jean-Jacques-Rousseau 2015

Vers un deal entre la Russie et l'Arabie saoudite en Syrie ?

Depuis l'intervention de Poutine le 30 septembre dans le ciel syrien, la relation russo-saoudienne s'améliore. Riyad y voit notamment une occasion d'affaiblir l'influence de l'Iran dans la région

PAR IGOR DELANOË

La campagne aérienne russe débutée en Syrie le 30 septembre a relégué au second plan les bombardements de la coalition anti-Etat islamique (EI) dirigée par Washington depuis septembre 2014, et a fragilisé le front sunnite en proie à des divergences sur le sort de Bachar Al-Assad. À des discussions entre militaires russes et américains ont bien lieu afin d'éviter des incidents dans le ciel syrien, il est en revanche très peu probable qu'elles débouchent sur la création d'une coalition russo-américaine placée sous l'égide des Nations unies. L'implication russe pourrait en fait même convenir dans une certaine mesure aux Etats-Unis qui se retrouvent aujourd'hui à court d'initiative sur la Syrie.

De son côté, la Ligue arabe reste muette depuis le début des frappes russes, l'Arabie saoudite et le Qatar s'étant contentés de cosigner avec les pays occidentaux une déclaration appelant à l'arrêt des opérations menées par la Russie contre l'opposition dite modérée.

Pour leur part, les Emirats arabes unis ont même accueilli favorablement les bombardements russes sur l'EI et le Front Al-Nosra (Al-Qaïda), tandis que l'Égypte soutient ouvertement Moscou. De son côté, la Turquie, qui s'est lancée dans une guerre contre le PKK depuis le mois de juillet dernier, s'est résignée à la présence de Bachar Al-Assad au sein d'une solution de transition.

DES RELATIONS TUMULTUEUSES

Prise de vitesse par l'initiative russe et exaspérée par les atermoiements de Washington sur le dossier syrien, l'Arabie saoudite pourrait considérer l'accroissement de l'empreinte stratégique de la Russie au Proche-Orient comme une forme de contrepois à l'influence iranienne grandissante dans la région.

Russes et Saoudiens, qui entretiennent historiquement des relations tumultueuses, seraient d'autant plus tentés de trouver un terrain d'entente que tous deux sont frustrés par la politique de Washington dans leur voisinage et voient d'un

œil méfiant le réchauffement des relations entre l'Irak et l'Occident.

La relation russo-saoudienne, qui constitue un des déterminants du règlement de la crise syrienne, a connu des éclaircies au cours des derniers mois : les pétrodollars saoudiens financent la majeure partie des contrats d'armement égyptiens signés ces derniers mois, dont les 2 à 3 milliards de dollars de commandes passées auprès de la Russie en 2014, et ont certainement financé, au moins pour partie, le rachat des deux BNC ex-russes auprès de Paris en septembre. Après la promesse faite en juillet par le fonds souverain d'investissement saoudien d'injecter 10 milliards de dollars dans l'économie russe, on apprendait par ailleurs fin septembre que Riyad avait commandé près de 950 véhicules de combat d'infanterie BMP-3 auprès de la Russie.

UNE PLUS GRANDE CONVERGENCE

Moscou, de son côté, a fait un pas en direction de Riyad en laissant entendre au cours des dernières semaines qu'il serait possible de discuter de production pétrolière avec l'OPEP. Il s'agit là d'un signal fort : le Kremlin s'était jusqu'à présent catégoriquement refusé à évoquer le sujet avec cette organisation.

Les leviers d'un hypothétique « deal » russo-saoudien sont connus : une hausse du prix du baril, assortie éventuellement de l'achat d'armements pour Riyad, et, côté russe, la garantie du départ de Bachar Al-Assad après une période de transition politique, associée à une forme de « droit de regard » saoudien sur les ventes d'armes à l'Irak. Le temps presse pour Riyad : son intervention au Yémen s'enlise depuis mars, risquant de tourner au fiasco, tandis que les opérations chiito-russes et kurdes en Syrie pourraient bien inverser à assez brève échéance le rapport de force en faveur du régime syrien, consolidant un peu plus l'empreinte iranienne au Levant.

Fin octobre, la réunion prévue de la commission intergouvernementale russo-saoudienne pourrait fournir le cadre nécessaire à Riyad et Moscou pour évoquer les modalités nécessaires à une plus grande convergence sur la Syrie : les deux parties ont déjà déclaré que les questions énergétiques et militaro-techniques figuraient en bonne position dans l'ordre du jour de la rencontre. ■

Igor Delanoë est directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe, organisme créé en mars 2012 à l'initiative de la chambre de commerce et d'industrie franco-russe à Moscou

organise la 6^{ème} édition des **Grands Prix de la finance solidaire**

Votez pour le

PRIX COUP DE CŒUR DU PUBLIC

Les nominés 2015 sont :

→ **Baluchon**
emploi des salariés en insertion pour préparer et distribuer des plats de saison

→ **Dowino**
créé des jeux pédagogiques à vocation solidaire

→ **Fleurs de Cocagne**
cultive et vend des fleurs bio en circuit court

→ **Moulinot Compost et Biogaz**
aide les restaurateurs à recycler leurs biodéchets

VOTEZ POUR VOTRE PROJET PRÉFÉRÉ !

sur www.lemonde.fr/prix-finance-solidaire

En partenariat avec :

un événement organisé par